

RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

NUMÉRO SPÉCIAL
VENDÉMIAIRES

Le mot de la Présidente



SOMMAIRE

Compte rendu des débats
de la matinée
(Pages 2 et 3)

Intervention
de Marinette BACHE
(page 4)

Tribune
de Patrice BESSAC
(Page 5)

Intervention
de Pascal NICOLLE
(Page 6)

Intervention de
Georges SARRE
(Page 8)

Vous trouverez dans ce numéro spécial un résumé du débat de nos invités syndicalistes et des interventions de nos invités politiques aux cinquièmes Vendémiaires de Réso.

D'autres interventions ou leurs condensés seront prochainement publiés sur notre site Vendémiaires (<http://vendemiaires.site.voila.fr>).

L'actualité sociale de ce mois de décembre est très riche.

Il nous est néanmoins apparu préférable d'attendre le numéro de janvier pour vous en parler, d'autant que certaines mesures annoncées ne trouveront pas d'applications concrètes avant plusieurs mois.

Cependant le Président de la République voulant précipiter la validation par le Parlement du traité de Lisbonne, au mépris du vote du 29 mai 2005 du peuple français, nous vous invitons à nouveau à signer et à faire massivement signer notre pétition au Président de la République et aux Parlementaires (voir sur notre site <http://www.resistancesociale.fr/>) ainsi que l'appel du Comité National pour un Référendum (<http://www.nousvoulonsunreferendum.eu>)

Marinette BACHE



Marinette Bache et la direction de Réso vous souhaitent à tous
et toutes de bonnes fêtes de fin d'année !!!

COMPTE-RENDU DES DÉBATS DE LA MATINÉE

Par Jean-Claude CHAILLEY, secrétaire général de Résistance Sociale

Le 17 novembre au matin, en pleine grève de la RATP, de la SNCF, les 4 responsables syndicaux que nous avons invités ont réussi à venir participer aux Vendémiaires, l'un d'eux ayant pris tôt le matin un des très rares trains arrivant de Tours. Nous tenons ici à les en remercier vivement.

Tour à tour, Annick Coupé, secrétaire nationale de Solidaires, André Canovas, secrétaire national de l'UNSA énergie, Rémi Aufrère, syndicaliste cheminot FO et Patrick Hallinger, de l'UGFF CGT, prirent la parole, puis répondirent aux nombreuses interventions de la salle.

Bien sûr, la situation sociale fut au cœur des interventions. Voici, par thèmes, quelques notes personnelles des interventions de la tribune et de la salle:

Sur le plan général

On assiste à une remise en cause du compromis social existant depuis la fin de la guerre ; **On veut casser ce qui reste de solidarité.**

On culpabilise : chacun est responsable de sa propre situation. On est responsable d'être malade, d'être chômeur, ...

Si l'espérance de vie augmente, c'est très bien, Mais pourquoi faudrait-il travailler toujours plus ?

Le patronat est à l'offensive mais il y a des résistances, des luttes sociales. Face aux tentatives de division, spécialité de Fillon en 2003, il faut travailler les convergences, l'unité d'action. Exemple le CPE,

La Commission de Bruxelles veut tout privatiser, bien que ce soit anti-économique. Le traité dit simplifié est dans la logique de cette Europe libérale. C'est le même que la « Constitution ».

Actuellement, les syndicats sont les seuls opposants à Sarkozy. Les politiques sont inopérants. Il y a faillite de la gauche politique : DSK au FMI, Lamy à l'OMC. Les municipales seront le 3^{ème} tour pour certains, alors que d'autres n'y croient pas.

Régimes spéciaux

L'atteinte aux régimes spéciaux prépare l'offensive générale contre les retraites de 2008.

Pour le gouvernement, il y a 3 points non négociables (40 ans, indexation des retraites sur les prix et non sur les salaires, décote). En conséquence, il ne reste pratiquement rien à négocier.

Dans la fusion de Suez – GDF, on parle de pôle français, **mais on oublie que 70 % du capital de Suez est volatile.** Cette fusion porte atteinte au statut du personnel qui ne défend pas seulement ses « petits » intérêts. **En réalité, le service public EDF – GDF est en danger de mort.** Le gouvernement Sarkozy/Fillon en est responsable, mais il ne faut pas oublier que c'est Jospin qui a ouvert le marché de l'énergie. Certains syndicats pensent qu'il faudrait une grève reconductible dans l'énergie.

Les cheminots sont accusés de corporatisme, mais ils ont souvent fait grève pour des revendications au-delà de leur corporation. **Les pensions des cheminots sont inférieures de 10 % au régime général.** Avec les 40 ans + la décote, le montant des retraites va baisser de 30 %. Pour les syndicats, c'est un devoir de faire grève. Certains pensent qu'avec une telle perte, les salariés peuvent supporter 35 jours de grève.

C'est la fin des régimes spéciaux, mais au-delà ça annonce le désengagement de l'Etat par rapport aux entreprises publiques, le transfert sur le régime général de la Sécurité Sociale,

La France s'aligne sur la situation européenne. La CES (Confédération Européenne des syndicats) et l'UNICE (syndicat patronal de l'Union européenne) ont produit une analyse partagée. La CFDT s'est prononcée pour. CGT et FO se sont abstenues. La fédération européenne des transports a voté contre, au motif qu'il y a déjà trop de flexibilité et que ce sera encore pire

Il faut remonter à 1953 pour avoir 75 % de grévistes à la SNCF comme le 18 octobre.

Il y a un lien entre cheminots et fonctionnaires. Sarkozy voulait le conflit pour faire plier le syndicalisme. L'ensemble des réformes pointe le nez. Il faut mesurer l'état réel du rapport de forces.

D'autres réformes se préparent

Il y a ainsi la réforme du Code du travail, du « marché du travail » (ce qui est en cours de discussion est encore pire que le CNE : ex : le licenciement par consentement mutuel), la réforme de l'assurance chômage, le problème du pouvoir d'achat... Pour certains, Il faut une sécurité sociale professionnelle.

Pouvoir d'achat

Sarkozy a donné 15 milliards d'euros aux grandes fortunes. La question du pouvoir d'achat est en fait celle de la répartition capital / travail. Gauche et droite ont leur propre responsabilité. C'est Bérégovoy qui a institué la désinflation compétitive

C'est aussi la question de l'indexation des retraites sur l'inflation (ainsi, en 2008 on prévoit 1,1 %. d'inflation). Il y aurait eu un trop perçu de 0,5 % en 2007 !). Pour la fonction publique, 2007 est une année blanche.

Sécurité Sociale

Pour certains, il faut la retraite à 60 ans avec 75 % du salaire.

On va vers une assurance maladie à 2 vitesses. Avec, entre autres, l'exonération des heures supplémentaires, on vise à sortir du système solidaire vers un système assurantiel. Sarkozy n'a pas caché sa volonté de créer des « produits financiers innovants » (17 septembre) de « généraliser les partenariats public – privé dans les hôpitaux » (discours de Bordeaux)

Syndicats

La question du syndicalisme, ses forces et faiblesses a aussi été abordée. Le principal frein à la syndicalisation est la peur. Mais il y a aussi l'éclatement du contrat de travail, la sous- traitance... A noter cependant que beaucoup de jeunes sont dans la lutte.

On était, ce 17 novembre, dans l'affaire Gautier Sauvagnac, largement médiatisée, qui tend à faire passer le message : « syndicalistes tous pourris ». Il peut y avoir eu des faiblesses dans tel ou tel secteur. Mais ce n'est en aucun cas la généralité. Il y 13 000 licenciements par an pour fait syndical. (Depuis Gautier Sauvagnac a nié avoir financé les syndicats).

Par ailleurs, on parle de faiblesse du syndicalisme, de démobilisation, mais on n'a jamais vu autant de monde dans les AG convoquées par les syndicats.

Certains intervenants ont pointé une tentative d'instrumentalisation du mouvement syndical dans les conférences tripartites.

Face aux attaques intolérables de Sarkozy, les syndicats ne perdent-ils pas pied ?

Pour la 1^{ère} fois, la stratégie des confédérations est fonction de l'opinion publique, des sondages. Il ne faut pas tomber dans ce piège disent certains, alors que, pour d'autres, le soutien de l'opinion publique est quand même la clé de voûte. Il faut expliquer, la gagner.

Il faut l'unité syndicale, mais n'y a-t-il pas trop d'organisations syndicales ?

L'unité syndicale exige 2 conditions pour éviter la confusion:

- La clarté des revendications
- La clarté de la stratégie

Services Publics

Le gouvernement étrangle les collectivités locales, leur demande de gérer la pénurie. Il faut élaborer des cahiers d'exigence des services publics

Université

A l'université, l'UNEF a une attitude pour le moins ambiguë. Julliard a dû reculer devant la pression de la base. La non-augmentation des droits d'inscription ne va pas durer. Il va y avoir hiérarchisation des universités. Les PPP (Partenariats Public – Privé) ne portent pas seulement sur l'immobilier mais aussi sur la pédagogie et la gestion

Bref, une matinée passionnante et passionnée. Au-delà des différences d'opinion sur certains points, une volonté commune de se battre contre la politique anti-sociale de Sarkozy – Fillon – Bertrand.

INTRODUCTION AU DEBAT DE L'APRES-MIDI

Par Marinette BACHE, Présidente de Résistance Sociale

Si vous le voulez bien, chers amis, nous allons commencer notre débat de l'après-midi. D'abord, je voudrais, en tant que présidente de Résistance Sociale, vous remercier de passer toute cette journée avec nous, malgré les grèves, qui ont fait que les transports sont bien difficiles en ce moment mais en même temps vous comprenez bien que ce n'est pas moi, en tant que présidente de Résistance Sociale qui vais condamner ces grèves, bien au contraire !

Je pense que vous avez apprécié le débat de ce matin, avec un plateau de syndicalistes assez « relevé », avec un très bon débat, qui nous a permis de retrouver ce que nous disions dans le temps, qu'il faut à la fois être capable de mobiliser pour organiser les mouvements sociaux, mais également que ces mouvements sociaux ne peuvent espérer, et donc s'organiser et durer, que s'ils trouvent un débouché politique à leurs luttes.

Le déjeuner-débat a donné l'occasion à plusieurs clubs de s'exprimer, permettant peut-être aux participants de trouver une affinité avec l'un d'eux. En tout cas, ce foisonnement montre bien qu'il y a, - je crois que l'un des représentants en a fait la remarque -, un manque dans la réflexion politique des partis politiques organisés qui est à l'origine de la création de ces clubs. L'avantage de ces clubs c'est souvent de permettre à chacun, ce qui n'est pas toujours le cas dans les partis politiques, de parler librement sans les contraintes d'appartenance à un parti, de faire ainsi se rencontrer des socialistes, des communistes, des républicains de gauche, des hommes de progrès... des hommes et femmes, comme l'on dit maintenant, pour parler correctement.

Donc, nous sommes arrivés maintenant à l'heure d'évoquer la question du débouché politique des luttes sociales ou comme le fait l'intitulé de notre débat de cet après-midi de nous demander si « la Gauche peut-elle reconstruire le parti du monde du travail ? »

Le monde du travail, vous le savez, est la préoccupation essentielle de notre association. Nous avons l'habitude d'être un petit peu provocateur à Résistance sociale, et donc l'avantage pour nous de cet intitulé, c'est d'être à la fois provocateur et ambitieux. Car, en effet, cela sous-entend, puisque nous parlons de le reconstruire, qu'il n'y a plus de parti capable de représenter le Monde du Travail.

Donc, ce sera la première question que je poserai à mes trois interlocuteurs.

Ma deuxième interrogation sera la suivante : est-ce que la Gauche existera demain ? C'est-à-dire, est-ce qu'un projet alternatif au capitalisme mondialisé est possible ? Est-ce qu'un programme qui s'affranchit des contraintes de la mondialisation libérale est envisageable ?

Enfin je les interrogerais sur l'outil. Donc, la recomposition, la reconstruction de la Gauche, vous direz le mot qui vous va ou vous en proposerez un autre. Sommes-nous condamnés à un relookage de façade ? Qu'est-ce qu'un parti du Monde du Travail,

qu'est-ce qu'un parti de transformation de la société et puis, peut-être la question essentielle, avec qui ? et comment ?

Alors, pour répondre à ces différentes questions, à cette triple interrogation, je vais vous présenter nos invités bien que cela ne soit pas vraiment nécessaire.

D'abord, **Georges SARRE**, je le présente en premier, car, non seulement je le remercie de nous accueillir dans cet arrondissement si évocateur des luttes républicaines, révolutionnaires et ouvrières : -de la Bastille à République et de la République à la Nation, on sait ce que cela évoque à chacun d'entre nous - mais aussi parce que... je ne sais pas si je dois dire que beaucoup c'est grâce à lui ou à cause de lui que j'ai un jour franchi le pas de l'engagement politique ? ...

Deuxième invité : **Pascal NICOLLE**, mon camarade du XVIIIème arrdt, vice-président, auprès de Arnaud Montebourg, que vous connaissez tous, de « Rénover Maintenant ». Avec Pascal, nous avons animé en 2005 plus d'une réunion publique contre la Constitution européenne... et j'ai bien peur, cher Pascal, que le combat ne soit pas terminé.

Troisième invité, **Patrice BESSAC**, qui est le jeune et talentueux, comme vous allez le voir, porte-parole national du PCF. Ceux qui ont lu sa tribune dans Marianne intitulée « pour un front des gauches » (voir page suivante) comprennent combien sa présence était nécessaire ici dans ce débat. Il s'interroge bien sûr sur l'évolution de son Parti, le PCF, qui a longtemps été le Parti du Mouvement ouvrier et il pose quelques pistes qu'il va sans doute développer avec nous sur un Front des Gauches qui soit alternatif et républicain.

Je vais, après cette brève présentation, entrer dans le vif du sujet que je vous avais annoncé et leur laisser la parole.

HOMMAGE A JEAN-LOUIS DIEUX

Nous tenons à saluer ici la mémoire de Jean-Louis Dieux, fidèle lecteur de notre bulletin, décédé il y a quelques jours. Nous adressons nos sincères condoléances à sa famille et à ses amis.

POUR UN FRONT DES GAUCHES

Par **Patrice BESSAC**, porte-parole national du PCF

Article paru dans le journal « Marianne »

Une «rénovation centriste» va digérer la gauche, avec face à elle une LCR relookée. Le PC doit briser ce piège. Il lui revient d'inventer un «front des gauches», alternatif et républicain

Aux dernières élections, toute la gauche, nous toutes et tous venons collectivement de passer à côté d'un peuple qui demandait des choses simples: la restauration de la volonté en politique, une hausse du pouvoir d'achat, une république qui protège face aux désordres de la mondialisation.

Pourtant, dès le lendemain de l'échec, les beautiful people de la gauche française s'appêtent à nous vendre une «rénovation centriste» qui revient, de fait, à dissoudre notre veille maison commune: la gauche.

Le chemin est tracé:

- à la droite» les électeurs populaires et les plus riches;
- à la gauche, pardon, aux «démocrates», les classes moyennes intellectuelles et les plus précaires.

Au diable la chimère d'une politique nouvelle face à la mondialisation, vive l'adaptation aux règles du marché international !

Au Parti communiste se joue un drame parallèle: le risque est là de disparaître, soit par le statu quo, soit en lançant comme une marque de lessive un «nouveau parti» sans assise idéologique.

Pendant ce temps, Olivier Besancenot s'appête à jouer pour vingt ans, avec beaucoup de talent, une Ariette Laguiller au goût du jour. Le scénario est écrit d'avance: il ne resterait d'un côté que les «démocrates», de l'autre une LCR relookée.

A ce jeu, les libéraux gagneront à tous les coups.

Peut-on encore briser ce piège? La gauche française sera-t-elle prisonnière pour vingt ans de la confrontation stérile d'un postier sympathique et d'une madone «démocrate»?

J'ai la faiblesse de penser que beaucoup dépendra de mon parti, le Parti communiste, de ses forces, de son intellectuel collectif qui peut contribuer - avec bien d'autres - à écrire un autre scénario.

Trois chantiers sont prioritaires à mes yeux.

Premier chantier, rassembler toutes les énergies intellectuelles, mobiliser les savoirs pour répondre à cette question simple qui est à la racine de l'échec et de la dérive de la gauche: la phase actuelle du capitalisme mondialisé autorise-t-elle une politique nouvelle en France? Si oui, laquelle? Le problème n'est pas tant de porter un regard moral sur l'évolution du capitalisme que de bâtir le programme gouvernemental, crédible, opérationnel qui puisse ouvrir une espérance nouvelle aux millions de citoyens critiques du système mais résignés.

Dans ce travail, je suis à la fois pour que mon parti s'accroche comme à son bien le plus précieux au communisme - c'est-à-dire à la perspective anthropologique de sortie du capitalisme, qui est notre

boussole - et qu'il participe avec d'autres dans un cadre ouvert et sérieux à l'élaboration d'une politique gouvernementale nouvelle.

Ce travail devra s'attacher à briser des tabous, par exemple celui d'un nouveau protectionnisme européen ou encore la question du contrôle des marchés financiers.

Deuxième chantier, la «recomposition» à gauche. Certains voient comme fatale la polarisation de la «gauche» autour d'une voie «démocrate» et d'un pôle «d'extrême gauche». Ségolène Royal et Olivier Besancenot seraient ainsi les deux faces d'une même impuissance. Comment faire? Pour des raisons de fond et de circonstances, je ne crois pas à une recomposition qui passerait par la création d'un nouveau parti: cela ouvrirait un nouveau cycle insupportable de déchirements.

Il faut donc trouver une autre voie pour rassembler politiquement les forces qui, de Jean-Luc Mélenchon au PCF, aux personnalités venues de l'écologie, de sensibilité républicaine ou alternative, sont prêtes à s'engager sérieusement.

Nous avons besoin que se construise un «front des gauches», dans l'autonomie de chacun, qui présente lors des élections une alternative solide.

Enfin, le troisième chantier, de très grande importance à mes yeux, est celui du Parti communiste. Sans changement profond, nous sommes condamnés à devenir une secte alors que la force communiste peut jouer un très grand rôle.

Que faire? Aujourd'hui, le PCF est divisé, plus encore sa direction, et depuis dix ans les crises sont de plus en plus violentes. Notre méthode de congrès favorise le consensus et nous n'arrivons plus à dégager des choix clairs.

La solution est simple mais douloureuse du fait de notre culture: il faut que les militants choisissent entre les différentes cohérences politiques qui existent dans tout le parti et qu'une direction avec une majorité claire soit composée en fonction de ce choix.

Deuxièmement, je suis pour briser la culture de la langue de bois et des culs-bénits en tout genre, la culture du non-dit dans le rapport au pouvoir.

Je suis pour un Parti communiste libéré, décomplexé, populaire, féministe, écolo, dans et avec la jeune classe ouvrière précarisée comme avec les intellectuels français, européens qui pensent l'alternative au capitalisme.

Comme beaucoup, j'ai peur que l'évolution actuelle à gauche mène à une impasse. J'ai pourtant la conviction que notre vieille nation politique, la France, possède les forces pour changer le cours des choses.

Alors que le débat de la recomposition se concentre sur la création de nouveaux partis, je crois profondément que seules des idées nouvelles face à la mondialisation permettront de retrouver le contact avec le peuple et donc de forger! Des victoires sociales et électorales.

INTERVENTION DE PASCAL NICOLLE

Je veux bien introduire, simplement, pour reprendre un thème qui a déjà été abordé ce midi, pour ceux qui étaient là, celui de la crise de la représentation. Je crois en effet que l'on est dans une crise de la représentation très importante.

Elle se pose bien évidemment sur le plan politique, il en est question lors de la préparation de ces élections municipales, dans la sphère des élus, de ceux qui nous représentent au suffrage universel. Je ne vais pas revenir sur es problèmes de mixité, de parité, on y est en plein dans ces élections à Paris. Mais la question qui se pose plus généralement est celle de la représentation sociale.

C'est un des points que l'on oublie beaucoup. On dit qu'il faut des candidats issus de la diversité, on pense issus de l'immigration, et, en réalité, moi je dirais, en tant qu'homme de Gauche, je crois qu'il faut aussi penser aux candidats issus de ces quartiers populaires qui n'ont jamais été assez représentés, voire même qui ont été carrément relégués, oubliés ou négligés. Je crois que, là-dessus, il est très important de se dire un peu les choses de manière plus vraie. C'est un peu ce que Farid Ben Malek a introduit ce midi avec la question « comment on traite l'immigration ? ».

Je crois qu'à partir de cette réflexion sur la place que l'on laisse ou pas aux candidats issus de l'immigration, on arrive à une question à se poser sur la diversité sociale de la représentation des catégories populaires. Et, à partir de ce moment là, effectivement, la question ne se pose pas que sur un plan institutionnel, elle se pose aussi sur la représentation du Monde du Travail dans TOUTE la Gauche. Je voudrais ouvrir un deuxième champ à la réflexion, c'est la représentation non pas seulement dans les partis politiques mais aussi dans le monde syndical, car, là aussi, les questions que nous nous sommes posées ce midi sur la fragmentation du spectre politique se posent.

Donc, il est vrai que cette question de la diversité d'appartenance aux différentes formes du salariat simplement se pose.

C'est vrai que, moi, je suis presque tout autant frappé de la prédominance des syndicalistes issus de la fonction publique que de la prédominance des fonctionnaires à l'Assemblée. Je crois qu'il faut sur ces questions là, qu'on puisse aussi admettre, je l'évoquais un peu comme une proposition tout à l'heure, des formes de militantisme, des formes de syndicalisme, des formes d'engagement politique pour des catégories

de salariés qui ne sont plus tout à fait les mêmes que celles d'il y a encore 20 ans. Car aujourd'hui, la précarité s'est développée. Je ne fais pas de dessins mais, par exemple, les travailleurs précaires ne sont quasiment pas représentés. Et quand je dis « travailleurs précaires », je m'adresse aussi à ceux qui ont des CDD, je m'adresse aussi à des jeunes qui pendant 10 ans (c'est à peu près la moyenne) ne peuvent même pas se stabiliser par un CDD.

Ensuite, troisième point, car je pense que je ne peux pas y échapper, et Marie Noëlle LIENEMANN prendra peut-être mon relais, c'est la question de ce qui pourrait recomposer un parti du monde du travail à Gauche : est-ce que le PS, le PC, la LCR, le MRC se suffisent en tant que tels à représenter le parti du monde du travail ? Je crois que nous devons tous nous interroger.

Et, en particulier, nous les premiers, au Parti Socialiste, car nous estimons avoir une responsabilité importante, même s'il faut qu'on la partage, encore une fois, avec l'ensemble des partis, des syndicats, des associations, associations de chômeurs, etc. Il y a, de notre côté aussi, bien des déficiences de ce point de vue. Là, aussi, je ne vais pas tomber dans les caricatures du manque de représentation du monde du travail dans les dirigeants des partis mais c'est vrai que, forcément, la déconnexion entre les dirigeants de ces organisations et la vie réelle des Français, est une question qui se pose fortement et il faut aussi qu'on se dise, pour conclure, qu'il y a un certain nombre de thèmes dans le champ du politique que le monde du travail doit se réapproprier.

Je rend hommage à Ségolène Royal d'avoir remis la question de la vie chère et du pouvoir d'achat au 1^{er} rang du débat de la Présidentielle. C'est vrai que ces questions là ont complètement perdu de leur acuité parce qu'on peut ne pas avoir cette préoccupation là tous les jours quand on a la sécurité de l'emploi ou telle ou telle prébende ou tel ou tel mandat.

En revanche, quand il s'agit de regarder dans les détails comment, au-delà des chiffres et des statistiques, les Français ont perdu du pouvoir d'achat à différents niveaux, on peut aussi bien parler des frais bancaires que des factures de téléphones mobiles, il y a un champ extraordinaire à explorer, et il faut bien dire que, sur ces thèmes là, nous étions très très faibles.

Je n'aborde pas, et je laisserais le soin de le faire au suivant, tout ce qui est l'idée d'un parti du Monde du Travail, ni la remise à jour

de nos fondamentaux. On en parlait ce midi, le programme du CNR, voire même le programme commun de la Gauche, doivent pouvoir retrouver un cadre, certains diront peut-être une charte.

En tous les cas, il est important que, sur toutes les questions qui sont liées au Monde du Travail, on retrouve un certain nombre de fondamentaux : qu'est-ce qui ne colle plus aujourd'hui avec la vie réelle que mènent les gens dans le travail ? Il est nécessaire de se reposer les bonnes questions sur ce qui a permis de fonder la Sécurité Sociale, ce qui a fondé notre système de retraite par répartition, ce qui a fondé nos revendications sur le temps du travail, etc...

Je crois que là-dessus, il y a suffisamment de matière pour repartir de ces fondamentaux et se dire : dans une société plus fragmentée, avec une structure du salariat qui est beaucoup moins homogène, avec un rapport capital-travail qui a énormément changé, dans un contexte de mondialisation libérale qui est assumé par les uns, revendiqué par les autres et jamais vraiment complètement combattu à mon sens, en tous les cas pas avec la bonne grille de lecture, il faut revisiter un peu tous ces thèmes, et se dire ce que l'on peut encore en retirer pour reconstituer le cadre idéologique d'un parti du Monde du Travail.

Juste une dernière question, à laquelle je suis depuis mon plus jeune âge attaché (j'ai commencé à militer dans la circonscription de Rolland Carraz, alors j'ai beaucoup appris au contact de ce militant auquel je pense évidemment aujourd'hui, aux côtés de Georges Sarre en particulier) : je crois que la vraie question qui est devant nous par rapport au parti du Monde du Travail, c'est quand même, au-delà de la représentation qualitative dont j'ai parlé au début, la question du rapport de forces qui peut s'instaurer. Je ne vois pas d'avenir pour un parti de gauche, un parti du Monde du Travail, sans un parti de masse, un parti qui permette d'accueillir la diversité de ce salariat, la diversité des sensibilités. Et de la même manière pour le syndicalisme – je ne vois pas comment on peut avancer sans un front syndical uni. On l'a vu encore cette semaine, ce type de combat qui est mené aujourd'hui ne pourra tenir que si la totalité des organisations syndicales se repose là aussi les bonnes questions et si elles arrivent à constituer un front syndical plus fort. C'est une question qui nécessite d'ouvrir portes et fenêtres, et de ne pas tomber dans les concurrences ni de se mettre en concurrence nous-mêmes.

INTERVENTION DE GEORGES SARRE

On m'a donc demandé de dire, en tant que premier secrétaire du Mouvement Républicain et Citoyen, si la gauche peut reconstruire le parti du monde du travail. Cette question est à comprendre sous deux angles différents : tout d'abord, le veut-elle ? Et si oui, comment peut-elle y parvenir ? Ma première réaction est de penser : oui, la gauche peut se refonder sur des bases républicaines et sociales, elle peut renouer avec son électorat issu du monde du travail, à la condition première qu'elle dise haut et fort que la France vit une période de régression sociale sans précédent, et qu'elle dise également que cette régression est une conséquence logique de la mondialisation libérale. Or ce constat de régression, facile à établir au vu des franchises médicales, de la fin des régimes spéciaux, des cadeaux fiscaux aux riches, je ne l'entends pas. Cette opposition résolue à la mondialisation libérale, je ne l'entends pas non plus, puisque la majorité de la gauche s'obstine à répéter qu'il faut, non pas la combattre, mais en atténuer les effets néfastes, ce qui revient à faire la politique typiquement démocrate-chrétienne de l'action caritative, sans s'attaquer aux causes du mal.

Ce que j'entends par contre, et qui « plombe » la capacité de la gauche à être entendue dans les milieux populaires, c'est un discours social-libéral qui admet la flexibilité du travail, voit dans la mondialisation libérale soit un progrès, soit une fatalité, et qui de fait, a entériné l'hégémonie intellectuelle du discours néo-libéral. Ma conviction, c'est que la gauche a perdu son enracinement populaire par manque de clarté idéologique, alors qu'en face, à droite, il y a un programme avec une ligne claire que résume bien Denis KESSLER : « démanteler les acquis du programme du CNR ». Je me situe évidemment à l'exact opposé de cette perspective, puisque je crois indispensable de refonder la gauche sur la double base d'indépendance nationale et du rôle moteur de l'Etat qui précisément, fondait le programme du CNR.

J'attire votre attention sur un point : l'importance des mots, du langage. Il faut rendre intelligible à tous le discours de la droite, le décrypter. Lorsque est évoqué le démantèlement du programme du CNR, ceux qui ne connaissent pas cet épisode de l'histoire peuvent croire la phrase sans importance. A nous donc, d'expliquer que cela signifie, sous couvert de la « modernisation », s'adapter au rouleau-compresseur de la mondialisation, remettre en question l'ensemble du droit du travail, les retraites et le salaire minimum, les droits syndicaux bref, tout ce qui est social. Et ce au nom d'un mot d'ordre : « Vive l'argent-roi ». Si nous disons cela, les couches populaires le comprendront. Si nous expliquons que la construction européenne est en fait une machine pour tout laminer, elles le comprendront aussi.

Un terme est à éclaircir, c'est celui de « monde du travail ». Dans la société de 2007, le « monde du travail », ce n'est plus seulement la classe ouvrière, qui ne représente plus que 13,7% de la population, et à laquelle on ajouterait éventuellement les employés, soit 16% de plus.

Le monde du travail aujourd'hui, c'est l'ensemble des acteurs économiques participant au processus de production de la richesse nationale, et qui n'est pas détenteur du capital financier. Le vrai clivage social désormais, c'est celui entre les citoyens productifs et la toute petite minorité de ceux qui vivent de la financiarisation de l'économie, c'est le clivage entre la production et la rente.

L'objectif de la gauche doit donc être d'expliquer à l'immense majorité de nos concitoyens la nocivité de la politique de la droite, mais il est aussi indispensable qu'elle tourne le dos à l'espèce de fascination qu'elle développe, depuis 1983, pour les thèses libérales. Car ce n'est pas seulement de résignation au libéralisme qu'il s'agit !

Certains, à gauche, assument, revendiquent, d'avoir privatisé, libéralisé, en ajoutant même parfois, « plus que la droite ». On ne peut tout de même pas s'étonner que le monde du travail sanctionne ce discours-là !

Pour retrouver l'électorat populaire, il faut aussi parler au peuple de la Nation et de la République. La gauche, dans sa majorité, a laissé ce thème en jachère et c'est une des explications de son recul. La droite s'en est emparé, elle en a fait l'étendard de sa campagne, et on voit bien maintenant que l'idée de la Nation qu'elle développe a une odeur rance, celle du nationalisme, de la nostalgie coloniale, des clins d'œil en direction de l'électorat du Front national rallié massivement à Sarkozy. Le peuple français pourtant, n'adhère pas massivement à cette conception droitière de la Nation. Il continue à penser, et il a raison, que la conception républicaine a toujours marché avec le progrès social et que pour mettre en œuvre une politique authentiquement progressiste, la France doit retrouver la maîtrise de ses choix politiques, donc qu'elle doit rester souveraine.

C'est pourquoi il importe d'être clairs sur la question du traité européen que Nicolas Sarkozy veut imposer sans référendum. Si la gauche laisse faire cette ratification en catimini d'un texte qui est, en modèle réduit, celui que le peuple a largement rejeté en 2005, elle verra s'éloigner d'elle davantage encore les couches populaires. Pourquoi ? Parce qu'elles réalisent bien que l'Europe supranationale, imposée par l'oligarchie nationale et européenne sans aucun contrôle populaire, c'est l'Europe du moins-disant social, des délocalisations, des privatisations. Personne, dans le peuple, ne croit à une Europe du mieux-disant social ! Avec raison d'ailleurs car le peuple a bien compris que la logique du système capitaliste ultra-libéral, comme celle de la mondialisation, était celle du profit à outrance, tempéré, pour acheter la paix sociale, par une dose de traitement caritatif des conséquences obligées du système que sont, le chômage de masse et de longue durée, la grande précarité, l'exclusion des banlieues.

Nous l'avons vu ces derniers jours, il existe des mobilisations sociales importantes contre la dégradation des acquis d'un siècle de luttes du monde du travail.

Si la gauche n'en tire pas profit, c'est parce que son logiciel politique est devenu celui du social-libéralisme, pour certains, ou du « mouvementisme » altermondialiste pour d'autres, mais que dans tous les cas, le fossé est devenu trop grand entre les appareils de partis et le peuple, dont la parole est systématiquement dévalorisée, réinterprétée, voire tout simplement ignorée, comme si on ignorait que de lui seul vient la légitimité du pouvoir, et que celui-ci ne s'exerce que dans l'intérêt général.

La véritable problématique est la suivante : il est indispensable, pour que la gauche redevienne la gauche, qu'elle rassemble une majorité sociale et la transforme en majorité politique.

Pour cela, la gauche doit s'inscrire clairement dans l'alternative au néo-libéralisme, au tout-financier transnational. Et pour avoir les moyens de cette ambition, la gauche doit réhabiliter la puissance publique. Donc l'Etat. Donc la Nation.

Une France fière de son Histoire, indépendante des Etats-Unis, porte-voix des sans-voix ; une France unie par sa langue, par son modèle social, par ses principes, notamment le principe d'égalité.

Oui, la force du monde du travail, la richesse de ceux qui n'en ont pas, c'est ce que nous avons en commun : c'est la République, c'est la France ; et donc la gauche du monde du travail, c'est la gauche républicaine, la gauche qui aime la France !